



HAL
open science

Quel sera l'impact géopolitique de la guerre d'Ukraine ?

Gilles Andréani

► **To cite this version:**

Gilles Andréani. Quel sera l'impact géopolitique de la guerre d'Ukraine ?. Anne de Tinguy (dir.). Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2022, Les Etudes du CERI n°266-267, , pp.57-62, 2023, <10.25647/etudesduceri.266-267.09>. <hal-04088407>

HAL Id: hal-04088407

<https://hal.science/hal-04088407v1>

Submitted on 4 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

Quel sera l'impact géopolitique de la guerre d'Ukraine ? par Gilles Andréani

La guerre en Ukraine est un événement tectonique : elle met fin à l'ère de paix qu'a connue l'Europe depuis la fin du deuxième conflit mondial, si l'on excepte des conflits localisés, et à l'origine internes, comme la question chypriote et les guerres yougoslaves ; elle implique deux grands pays développés, dont l'un est une superpuissance nucléaire ; ses conséquences purement militaires, d'ores et déjà considérables, sont encore à venir ; elle implique indirectement les Etats-Unis et l'Alliance atlantique qui soutiennent l'Ukraine par tous les moyens autres qu'une implication militaire directe ; elle met également fin à l'ordre défini en Europe à l'issue de la guerre froide.

De tout cela, l'on peut déduire que le monde d'après sera forcément différent : il n'y aura pas de retour au *statu quo ante* et il est légitime de commencer à regarder à quoi il pourra ressembler. Il sera néanmoins très différent selon l'issue politique et militaire de la confrontation. Il faut, à cet égard, formuler quelques hypothèses pour commencer à réfléchir.

Une issue encore incertaine

L'année 2022 s'est achevée sans qu'aucune solution négociée ne soit en vue après dix mois de guerre, et l'issue des combats reste incertaine en dépit des échecs russes. Des deux côtés, il y a un même degré de résolution, qui tend à la poursuite des combats, même si les forces qui y poussent sont différentes : du côté russe, il y a la volonté de Vladimir Poutine de persévérer dans une entreprise dont dépendent à présent sa survie politique et la cohésion, peut-être passive mais réelle, de l'armée, du pouvoir et de l'opinion russes, dans le refus de la défaite ; du côté ukrainien, il y a la combativité et le sentiment d'une juste cause, qu'alimente le soutien décisif reçu de l'Occident. La logique d'escalade à l'œuvre depuis le début du conflit sous l'effet de ces deux séries de facteurs peut-elle s'inverser ?

Ce n'est pas le plus probable. Poutine ne s'avouera jamais vaincu ; les forces démocratiques russes sont réduites à néant et l'érosion du soutien de l'opinion à la guerre, qu'illustre la montée des comités de mères de soldats, n'a pas de relais politique ; les forces obscures et mal repérées au sein du système russe – l'armée, les services, les barons politico-économiques – peuvent chercher à faire de Poutine le bouc émissaire des revers russes et à s'en débarrasser, physiquement ou autrement, mais nul ne sait quelles seraient leurs chances de succès, et quelle attitude un successeur éventuel adopterait dans ce cas. Du côté ukrainien, les deux forces principales qui soutiennent la guerre, l'opinion nationale et l'Occident, ne donnent pas l'impression de faiblir, en dépit des efforts des Russes pour démoraliser la première et diviser la seconde.

Dans ces conditions, il y a bien des issues possibles au conflit, d'autant que chaque camp continue de mettre ses espoirs dans l'évolution de la situation sur le terrain. Sur le plan militaire, on ne peut exclure de nouvelles avancées majeures des Ukrainiens, mais Poutine les laissera-t-il, sans monter aux extrêmes, s'emparer de la Crimée ou chasser ses forces du

Donbass, à supposer qu'ils en soient capables ? La crainte de ce qu'il ferait dans cette hypothèse, qu'il entretient soigneusement, pourrait amener les Américains à modérer leur soutien pour retenir les Ukrainiens. Les Russes, pour leur part, pourraient avancer ponctuellement, mais semblent hors d'état de remporter une victoire décisive.

Si, dans ces conditions, les armes ne peuvent décider de l'issue du conflit, la négociation le pourrait-elle ? C'est tout aussi improbable. Il faudrait un épuisement symétrique des protagonistes, déclenchant une même prise de conscience qu'il faut passer de l'épreuve de force à la discussion : on en est encore très loin. Sur le fond, il faudrait une solution qui permette à chacun de revenir avec quelque chose : un accord pour ne pas se mettre d'accord sur la Crimée, un statut d'autonomie pour le Donbass. Ce serait, en somme, reprendre là où l'on était à la veille du 24 février avec des difficultés décuplées par la guerre, le durcissement des esprits qu'elle provoque et les problèmes nouveaux qu'elle amène : les réparations, des garanties de sécurité pour l'Ukraine, etc.

Prenons donc l'hypothèse, qui nous paraît centrale, d'une guerre qui dure, devienne de plus en plus indécise et débouche au mieux sur un cessez-le-feu et des affrontements sporadiques, mais pas de solution négociée. Dans ces conditions, quel serait l'impact de la guerre sur les grands équilibres géopolitiques ? Qui gagnerait et qui perdrait à cette situation ?

Le premier perdant serait la Russie, et la première conséquence sa marginalisation géopolitique, que pourrait compenser une dangerosité accrue à la marge.

La Russie, le premier perdant d'une guerre qui dure

Poutine a déjà perdu la guerre, au sens où il a échoué à réaliser ce pourquoi il l'a déclenchée : subjuguier l'Ukraine et mettre au grand jour ce qu'il pense être son identité russe profonde ; or le conflit a fait l'inverse, consolidé l'indépendance de l'Ukraine et renforcé une identité nationale de plus en plus définie par la résistance contre l'agression russe. Arrêter les combats ce serait mettre en évidence ce bilan calamiteux, et il ne peut se le permettre.

Mais la poursuite de la guerre, nécessaire du point de vue de Poutine, est un choix déplorable pour la Russie à laquelle il ouvre la perspective d'une triple marginalisation.

D'abord un déclin économique et technologique sous l'effet des sanctions occidentales ; elles font souffrir l'Occident, l'Europe en particulier, mais elles finiront par produire leurs effets. La diversification des ressources gazières de l'Europe, principal débouché russe, est en cours. La décote du pétrole russe aussi, dans un contexte de baisse globale des cours du pétrole. Privée des capitaux et de la technologie occidentale, l'économie russe va se contracter, d'entre 3 et 5 % en 2022 et 2023 selon le FMI et la Banque mondiale.

Il y a ensuite l'enfermement physique et moral, auquel la guerre condamne les Russes : on peut prédire l'appauvrissement du tissu humain et social du pays et le rétrécissement de ses horizons, sous l'effet de l'émigration de ses élites libérales, des restrictions des voyages et des échanges, de la propagande du pouvoir. Quel état d'esprit sortira-t-il de cet enfermement ? L'opinion russe va-t-elle remâcher sa rancune contre l'Occident et les « fascistes » de Kiev ou sombrer dans la dépression et la haine de soi ? Accepter la dureté des temps et suivre

sans illusion mais sans révolte son leader, ou se donner à une solution alternative si elle apparaît ? Probablement un mélange de tout cela, une régression dramatique pour le pays.

Il y a, enfin, l'isolement diplomatique croissant de la Russie. Celle-ci a bénéficié, au début du conflit, d'un réflexe anti-occidental, manifeste dans le niveau élevé d'abstentions (35) avec lequel a été adoptée la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant l'agression russe le 22 mars. La Chine, l'Inde et les grands émergents ont manifesté un certain degré de compréhension pour la décision russe et refusé de la critiquer. Le sommet du G20 de Bali, qui s'est tenu à la mi-novembre en l'absence de Poutine, a adopté un communiqué critique sans nommer la Russie, signe que cette connivence s'est singulièrement atténuée, et il est probable que cette tendance se confirme, la poursuite du conflit n'étant dans l'intérêt d'aucun d'eux.

De ce triple isolement russe, quelles peuvent être les conséquences ? Les dynamiques internes au pouvoir russe qui résulteront de cette situation sont quasiment impossibles à prévoir. L'écosystème politico-mafieux qui détient le pouvoir à Moscou repose largement sur le partage de la rente. Ses équilibres internes nous sont inconnus ; mais l'on peut hasarder sans trop risquer de se tromper que, si celle-ci est menacée, si les membres du système ne peuvent plus jouir du fruit de leurs prédatations à cause des sanctions, les tensions déjà apparues en son sein vont s'aggraver.

A la périphérie, le contrôle du centre risque de se relâcher sous l'effet de l'incurie manifestée par l'Etat russe dans la guerre, de la perte de confiance et d'autorité que cela entraîne. Dans l'étranger proche, les signes de ces tendances centrifuges apparaissent déjà : au Bélarus, où le régime de Loukachenko essaye de ne pas se laisser entraîner dans la guerre, en Asie centrale, où le Kazakhstan et l'Ouzbékistan ont pris ostensiblement leurs distances avec la Russie. Cette situation n'est pas sans risque : l'impuissance russe laisse les mains libres à l'Azerbaïdjan, qui a pris position en faveur de l'Ukraine, pour relancer le conflit avec l'Arménie. Si la guerre se prolonge, on ne peut exclure que ces tendances centrifuges se manifestent dans la fédération de Russie elle-même.

Au total, l'on va avoir affaire à un pouvoir russe plus incertain, plus difficile à anticiper et avec lequel il sera plus difficile encore d'interagir ; il peut être conduit à des actes imprévisibles, voire désespérés : si le sabotage du gazoduc Nord Stream est bien dû à la Russie, ce qui est probable mais non confirmé à ce jour, l'on pourrait y voir l'annonce oblique de sa part qu'elle est prête à utiliser sans retenue sa capacité de nuire, au mépris même s'il le faut de ses intérêts.

Cela ouvre des horizons aussi incertains qu'inquiétants : si l'on peut prévoir, pour la Russie, un recul structurel durable, peut-être une catastrophe humaine et politique, le déni de réalité qui a présidé de bout en bout à l'aventure ukrainienne de la part de Poutine interdit d'exclure qu'il ne cherche à nous entraîner avec lui dans cette catastrophe.

L'Ukraine martyrisée, mais ancrée dans le camp occidental

Il peut paraître indécent de dire que la Russie est le grand perdant de la guerre, alors que les Ukrainiens souffrent comparativement beaucoup plus de la guerre que les Russes : 14 millions de personnes déplacées, dont quatre hors des frontières du pays, un PIB réduit de peut-être 40 %, des destructions physiques, des villes et des infrastructures, qui ont été évaluées à 2 000 milliards de dollars. L'avenir même du pays et son indépendance sont en jeu. Les Ukrainiens n'ont pas encore gagné la guerre, et leur capacité à ramener les forces russes à leur point de départ du 24 février reste encore hypothétique.

Mais, de cette épreuve dramatique, la position géopolitique du pays sort clarifiée : ce pays-lisière, zone de transition entre l'Occident et la Russie, qui tenait aux deux univers par tant de liens complexes, était dans une sorte d'indétermination identitaire et géopolitique. Il se trouve, du fait de la guerre, fermement ancré dans le camp occidental. Cet ancrage est confirmé par la perspective d'adhésion à l'Union européenne, que ses membres ont ouverte à l'Ukraine par un double réflexe de solidarité et d'indignation devant l'agression russe.

L'union des Ukrainiens dans la résistance à cette agression semble dépasser largement la division entre russophones et ukrainophones ; l'identité nationale ukrainienne en sortira renforcée si l'Ukraine ne succombe pas dans cette épreuve, et elle sera largement structurée par la résistance, sinon l'hostilité à la Russie, ce d'autant plus que le conflit durera. D'un autre côté, le soutien occidental, massif et solide, encourage l'Ukraine à se définir comme occidentale ou européenne, ce à quoi la perspective d'adhésion à l'Union européenne contribue fortement (on se souvient que c'est le rejet par Ianoukovitch de l'accord d'association projeté avec l'UE qui a déclenché la révolution de Maïdan en 2014).

Ces deux dynamiques convergent pour l'instant. Seront-elles durables ? Feront-elles de l'Ukraine un pays candidat sérieux à l'adhésion à l'Union, ce qu'il n'était absolument pas à la veille de la guerre ? Peut-on imaginer une Ukraine durablement définie par un ancrage institutionnel et identitaire à l'Ouest et une rupture, elle aussi durable, de ses relations et de ses affinités avec la Russie ? C'était, avant la guerre, impensable. Poutine et la guerre ont rendu concevable une telle issue, pourtant si profondément contraire à l'histoire et aux intérêts russes. Disons que le chemin qui peut y mener reste incertain, et que ce n'est que l'un de ceux que peut emprunter l'Ukraine ; mais que, quoi qu'il arrive, elle sera sensiblement plus tournée vers l'Occident, et nettement moins vers la Russie qu'avant ; que son aspiration à l'Europe, qui sera en tout état de cause intensifiée, provoquera peut-être pour l'Ukraine les mêmes transformations bénéfiques que pour les autres pays de l'Europe centrale et orientale.

Si l'on élargit un peu la focale, il faut se demander ce que la guerre va changer, au-delà des deux protagonistes du conflit, à la situation relative de ceux qui y sont indirectement impliqués, les Etats-Unis et l'Europe. On dit fréquemment que les Américains sont les grands gagnants et les Européens les perdants du conflit.

Quelle place pour l'Union européenne dans le jeu mondial qui se dessine ?

Les Américains peuvent espérer, au bout de ce que certains considèrent comme une « guerre par procuration » (*proxy war*), l'élimination durable de la Russie comme adversaire stratégique ; ils voient l'OTAN, vecteur de leur influence, revitalisé et élargi de la Finlande et de la Suède, tandis que les ventes de gaz liquéfié à l'Europe bénéficient à leur industrie, par ailleurs avantagée par le handicap que l'Europe subit du fait des sanctions. Les Européens, plus dépendants des ressources énergétiques russes, davantage présents sur ce marché, subissent de plein fouet le coût des sanctions ; la géographie leur amène le flux des réfugiés ukrainiens ; la perspective d'un conflit durable et impossible à régler à leurs portes va représenter une cause d'insécurité et d'instabilité structurelle ; enfin, l'élargissement à l'Ukraine va empêcher durablement les Européens de retrouver une relation normale avec la Russie, même en cas de paix.

Tout n'est pas faux dans ce bilan, et il n'est que trop vrai que la perspective d'un conflit larvé de longue durée sur le modèle de celui du Cachemire aurait des implications profondément dommageables pour l'Europe, davantage que pour les Etats-Unis ; il est vrai aussi que l'écart entre les prix de l'énergie des deux côtés de l'Atlantique, dont les sanctions sont en partie responsables, pénalise gravement l'industrie européenne.

Cela ne fait pas pour autant des Etats-Unis les gagnants de cette affaire. La guerre en Ukraine n'est pas un jeu à somme nulle où les uns gagnent autant que ce que perdent les autres. La vérité est surtout que cette affaire ne bénéficie à personne : les Américains y consacrent des ressources importantes, près de 24 milliards de dollars d'aide militaire fin novembre 2022, soit le double de l'aide militaire de l'Europe, Royaume-Uni compris, à l'Ukraine. Cette affaire menace de rapprocher la Russie et la Chine outre mesure, même si l'on pressent les limites de ce rapprochement. Elle disperse une énergie et une capacité d'influence que les Américains souhaiteraient mobiliser entièrement sur le problème prioritaire entre tous à leurs yeux qu'est la Chine. Enfin, la perspective d'une Russie devenue un *rogue State*, un Etat-voyou, est alarmante pour les Etats-Unis, comme pour l'Europe.

Sans doute l'OTAN a-t-elle été revitalisée, mais s'il y avait une circonstance où il était légitime et nécessaire que la solidarité transatlantique jouât, c'était bien en cas d'agression à grande échelle de la Russie en Europe. La solidarité occidentale, efficacement organisée par les Etats-Unis, sur le double plan de l'aide à l'Ukraine et des sanctions contre la Russie, s'est doublée d'une unité européenne réelle, au prix de sérieuses nuances et de différences de vues, mais qui ne touchent pas à l'essentiel.

Cette configuration sera-t-elle durable, ou bien des failles vont-elles apparaître entre Européens et Américains, et au sein de l'UE, au fur et à mesure que l'impact des sanctions sur nos économies se fera plus sensible ? Et cela alors que cet impact sera très différencié selon les pays : les plus touchés vont-ils rompre le consensus maintenu depuis le début de la guerre pour soutenir l'Ukraine ? Cet espoir des Russes, déçu jusqu'ici, a-t-il une chance de se réaliser ? L'on peut penser que non : les divergences de vues et d'intérêts existent depuis l'origine au sein de la coalition qui soutient l'Ukraine. Elles ne se limitent pas aux sanctions mais portent aussi sur l'opportunité de rechercher une solution négociée au conflit,

sur l'échéance d'une telle solution et sur ses contours. Ces divergences ont été contenues par la nécessité, largement partagée, de ne pas laisser Poutine prendre l'avantage et par l'intransigeance de ce dernier. S'il faut parier, nous pensons que ces deux données continueront à jouer leur rôle unificateur, entre les Européens comme entre ceux-ci et les Américains.

Il reste que la guerre d'Ukraine a accusé l'asymétrie de moyens militaires et d'influence entre l'Europe et les Etats-Unis. En dépit des efforts importants que les Européens ont consentis, ce sont les Américains qui ont apporté à l'Ukraine le soutien décisif et qui seront en position de peser en faveur d'une solution négociée le jour où celle-ci deviendra envisageable. C'est avec des armes américaines que les Européens reconstituent leurs arsenaux. L'autonomie stratégique européenne, objectif traditionnel de la France, recule dans ces circonstances ; à la vérité, elle a cessé d'être à l'ordre du jour à l'heure de la guerre d'Ukraine.

Faut-il en déduire qu'une nouvelle ère s'ouvre à l'OTAN et à la relation transatlantique ? Probablement pas. La faiblesse de l'UE, spécialement sur le plan militaire, fait que l'essentiel de l'effort est mené par les Américains, d'ailleurs hors du cadre institutionnel de l'OTAN. Mais l'essentiel, pour eux, reste la Chine. C'est bien la relation américano-chinoise qui sera structurante pour le système international dans les décennies à venir. Au regard de cette donnée de long terme, l'Ukraine est un théâtre tragique, mais secondaire du jeu mondial qui se dessine. Elle montre l'importance du chemin à parcourir si l'Europe veut y jouer un rôle.

Pour citer ce chapitre : Gilles Andréani, « Quel sera l'impact géopolitique de la guerre d'Ukraine ? », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2022/Les Etudes du CERI*, n° 266-267, février 2023 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].